

EDITORIAL



Par Paul Paboëuf
Secrétaire fédéral aux Elections
Président de Démocratie & Projets 56

La carte et le territoire : intercommunalité et gouvernance

Ambiance morose à la commission départementale de coopération intercommunale, quand le préfet a présenté sa nouvelle carte de l'intercommunalité. La réforme territoriale imposée par Sarkozy vient dans un contexte d'incertitude financière : nouvelles obligations, ressources en baisse, dotations de l'Etat gelées, voire en baisse, et la certitude que la nouvelle donne fiscale ne sera pas favorable. Sous prétexte de rationalisation, d'économies, la réforme territoriale vient encore troubler le jeu.

Nouvelle carte intercommunale : autarcie protégée ou mariages forcés

Le premier objectif de la loi était de compléter la carte intercommunale et d'amener les communes isolées à rejoindre des communautés de communes, d'aider les structures trop petites à s'unir dans des unités plus puissantes. Il était logique que Beignon ou Moréac s'associent à des communautés voisines. De même, il fallait peut-être un coup de pouce pour que se constitue quelque chose de plus cohérent dans le pays d'Auray. Pour Beignon, le choix entre Ploërmel et Guer n'était pas évident, mais curieusement, le maire de Beignon conditionne son adhésion à une communauté que si elle rassemble tout le pays de Ploërmel... et inclut le canton de La Gacilly ! A Moréac, le préfet veut imposer, contre la volonté des élus, l'adhésion à la CC de Locminé, alors que le Conseil Municipal de Moréac s'est prononcé pour rejoindre St-Jean Brévelay. Difficile de savoir si les élus sont bien en phase avec les habitants.

Allant plus loin, le préfet veut imposer une fusion entre la CC de Baud (6 communes, 13000 habitants) et celle de Locminé (7 communes, 12000 habitants). Cela ne semble pas susciter l'enthousiasme chez les Baldiviens. Le préfet n'a pas montré la même force de persuasion pour Bellevue Blavet Océan (5 communes, 14000 hab), alors que le bassin de vie est à l'évidence celui de Cap L'orient.

Décalage entre choix des élus et perception des habitants
Même lorsque les élus acceptent de suivre les « recommandations », il n'est pas sûr qu'ils soient en phase avec les territoires de vie des habitants. Ainsi les élus du canton de La Gacilly ont décidé de rejoindre une très grosse communauté de communes allant de Glénac à Ménéac. Peut-être ont-ils de bonnes raisons, fondées sur des projections de recettes de dotations d'Etat, mais la carotte financière ne doit pas remplacer un projet de territoire. Et qu'en pensent les habitants ?

Nouveau tour de vis financier !

Ces regroupements entraînent une augmentation des dotations aux intercommunalités et donc une enveloppe réduite pour les communes. Les élus s'en rendent compte, les citoyens le devinent et voient les centres de décision s'éloigner. Les élections sénatoriales de septembre devraient être l'occasion de rappeler aux parlementaires de droite qu'ils ont voté aussi bien la suppression de la TP que la réforme territoriale : on dit que le Sénat représente les collectivités territoriales. Ils ont si mal défendu leurs intérêts qu'ils ne méritent pas d'y aller ou d'y retourner.

L'agenda européen et ses enjeux pour la Bretagne

Réunis en session plénière les 23 et 24 juin 2011, les Conseillers régionaux ont planché sur plusieurs dossiers majeurs, allant de l'agriculture au plan véhicule vert, en passant notamment par l'eau, l'Agenda 21, la pêche... En introduction de cette session, le Président Jean-Yves Le Drian a abordé le calendrier européen et ses conséquences pour la Bretagne.

Dans son discours introductif, Jean-Yves Le Drian a rappelé que cette session se plaçait à la veille de l'annonce, le 29 juin, par la Commission européenne, du cadre financier de l'Union pour la période 2014-2020. Des

choix qui impactent directement des politiques très structurantes pour les Régions, et particulièrement la Bretagne : politique de cohésion (FEDER, FSE), la politique agricole commune, la politique commune des pêches ou encore la politique des transports ou de la recherche. Cette annonce détermine l'essentiel, les montants, leur répartition et la méthode, les propositions législatives devant être formulées dans la foulée. "Ainsi, a-t-il résumé, nous allons rentrer dans une période de turbulences où chacun va devoir défendre ses intérêts mais aussi la vision qu'il se fait de l'Europe", qui plus est dans le contexte d'une Europe en crise.

Le budget de l'Union est, dans ce contexte, un sujet majeur car "il pèse directement sur les budgets nationaux et amène le concept de juste retour opposant contributeurs nets et bénéficiaires nets. Une telle logique aboutit inexorablement à la paralysie, chacun privilégiant ce qui le sert le mieux... et du coup, on oppose PAC et Politique de Cohésion car il faudra



rogner ! L'intérêt de la Bretagne et de beaucoup de régions d'Europe réside dans la mise en œuvre de ressources propres soit par la taxation des mouvements financiers, soit par une taxation écologique, soit les deux, ce qui permettrait une véritable autonomie européenne sans toucher à la souveraineté budgétaire des Etats."

Sinon, "une enveloppe constante sans nouvelle ressource signifie une régression financière et poli-

tique... et pour la Bretagne, une réduction soit des crédits PAC, soit des crédits de la cohésion et plus vraisemblablement les deux !"

Pourtant, le Président de Région a rappelé que, "la seule voie possible : c'est bien de plus d'Europe dont nous avons besoin. La devise européenne nous montre la voie : "unis dans la diversité", on pourrait ajouter "unis dans l'adversité". C'est toujours dans les crises que l'Europe s'est redéfinie un destin. Espérons que le débat qui s'ouvre la semaine prochaine en portera les prémices, en tout cas la Bretagne, région européenne, doit y prendre toute sa place".

Les dossiers de la session

- Retrouvez toutes les décisions sur www.bretagne.fr

- **Agriculture** : rapport d'orientation régional pour une nouvelle alliance agricole
- **Plan véhicule vert** : développer l'éco-mobilité
- **Economie** : création d'un fonds de capital risque interrégional Grand Ouest dédié à l'amorçage
- **Eau** : Stratégie régionale de gestion des eaux et des milieux aquatiques / Adhésion au Centre de ressources et d'expertise scientifique sur l'Eau de Bretagne
- **Agenda 21** : actualisation du volet externe "Région partenaire"
- **Eco-Faur 2** : une politique d'aménagement durable exemplaire
- **Aménagement de la baie du Mont Saint-Michel** : redéfinition de l'engagement de la Région au sein du syndicat mixte
- **Pêche** : renouvellement de la flotte, vers la création d'un fonds régional
- **Melglas, réseau "mer et littoral"** : gestion intégrée de la zone côtière
- **Pôle d'enseignement supérieur du spectacle vivant** : Bretagne / Pays de la Loire
- **Décision modificative n°1 (DM1)** : première décision modificative du budget (prise chaque année pour ajuster le budget en dépenses et en recettes).

Rentrée politique
Fête du Bois du Château
Samedi 3 septembre 2011

Gymnase du Bois du Château à Lorient

Université de rentrée à Berder
La Bretagne et le projet présidentiel

Samedi 24 septembre 2011
Ile de Berder à Larmor-Baden

Les coordonnées de la permanence parlementaire de Gwendal Rouillard

Gwendal Rouillard - Député de la 5^{ème} circonscription du Morbihan
Membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées
Membre des groupes d'études : Mer, pêche et souveraineté maritime - Industries de défense - Politique portuaire
Membre des groupes d'amitiés : Liban - Palestine - Qatar - Tunisie - Brésil - Irlande - Grande Bretagne, dont Pays de Galles et Ecosse.

Permanence à Lorient
10 rue de l'Assemblée nationale
56100 Lorient
Téléphone :

Tél : 02 97 89 86 34
Fax : 02 97 89 86 30

Courriel : rouillard.gwendal@orange.fr

A l'Assemblée nationale

Tél : 01 40 63 03 63
Fax : 01 40 60 03 93

Courriel : grouillard@assemblee-nationale.fr

L'équipe parlementaire

Emmanuelle Le Guennec (Lorient)

Prise de rendez-vous, Gestion de l'agenda, Suivi des dossiers individuels, Contact avec médias locaux - Communication

Estelle Picard (Lorient)

Courriel : picard.permanence@orange.fr
Suivi des débats d'idées, Social, Santé et Solidarités, Enfance, Politique de la jeunesse, Personnes âgées, Logement, Justice, Protection des personnes, Lutte contre les discriminations, Sport, Bioéthique

Emilie Chatard (Lorient - en septembre)

Economie - Entreprises, Maritimité dont la Pêche, Défense - Anciens combattants, Enseignement supérieur - Recherche - Innovation, Education - Culture - Langues régionales, Energies, Agriculture, Ecologie et développement durable, Numérique, Lien entre l'International, l'Union Européenne... et le Pays de Lorient

Rémi Branco

Suivi de la politique nationale, Suivi de la politique européenne, Relation avec les institutions européennes, Suivi de la politique internationale... via notamment les groupes d'amitiés, Contact avec les médias nationaux et européens, Analyses des études d'opinion et stratégiques

Fermeture estivale de la Fédération

Le siège de la Fédération à Lorient sera fermé du mercredi 13 juillet au mardi 16 août.

Ce numéro du *Rappel du Morbihan* est par ailleurs le dernier numéro avant la rentrée.

L'équipe de la Fédération vous souhaite de très bonnes vacances d'été.

ACTUALITÉS

Gwendal Rouillard inaugure sa permanence parlementaire et présente son équipe

Gwendal Rouillard a inauguré sa permanence de député à Lorient, 10 rue de l'Assemblée nationale, le jeudi 23 juin, avec plus de 300 personnes présentes. L'occasion de présenter ses locaux, son équipe parlementaire (voir ci-contre), mais également de faire le point sur les dossiers importants de la circonscription.

Non sans une certaine émotion, le nouveau Député de la circonscription de Lorient, successeur de François Olivier-Coupeau, a fait le point, à l'occasion de l'inauguration de sa permanence parlementaire et de la présentation de son équipe, sur quelques dossiers majeurs sur la circonscription.

DCNS et le statut de ses salariés

Devant la possible remise en cause du statut d'ouvriers d'Etat des salariés de DCNS, le député a rappelé "l'attachement à ce statut et le respect du contrat social et moral des salariés".



L'équipe parlementaire autour de Gwendal Rouillard (de gauche à droite) : Rémi Branco, Emilie Chatard, Estelle Picard, Emmanuelle Le Guennec.

Des nouveaux bateaux de pêche

"Nous devons construire de nouveaux bateaux de pêche. dans le pays de Lorient, il y en a dix en attente. La flottille, qui a parfois plus de vingt-

vingt-cinq ans, doit être renouvelée. J'ai d'ailleurs demandé un rendez-vous au ministre de l'Agriculture et de la Pêche."

L'autonomie des universités

"Je crois aux universités de territoire comme ici à Lorient avec l'UBS, l'Université Bretagne sud. Je suis donc favorable à leur autonomie mais pas celle que défend la ministre Valérie Pécresse. Comme le gouvernement avec les collectivités territoriales, elle mène la politique du garrot. Les universités rencontrent des problèmes financiers. C'est le cas à l'UBS où l'on peut craindre des gels de postes. »

Conseil général Une session à l'arrière goût de sénatoriales

Dans un monde aussi interdépendant, les contextes nationaux et internationaux interrogent et inquiètent les élus et les collectivités que nous représentons. Les prises de position de cette droite dure - que soutient le Président du Conseil Général - sont indécentes et inadmissibles !

François Goulard s'est félicité de "la cordialité" de cette session. Rien de plus facile sans nouveauté réelle, ni dossier susceptible de fâcher ou de diviser ! Nous sommes dans la continuité de la présidence précédente. "Quoi de plus normal me direz-vous pour un Président qui avait dit inscrire ses pas dans ceux de Jo Kergueris !" a souligné avec sarcasme Hervé Pellois, avant d'ironiser "On peut en faire une autre lecture. N'a-t-il pas tout simplement adopté un pas de Sénateur jusqu'au 25 septembre prochain, dans l'ambiance feutrée qui sied à la préparation des élections sénatoriales ?". Bien évidemment, le groupe de Gauche fera tout pour la réélection de notre sénatrice Odette Herviaux.

Malgré cette "cordialité" affichée, le groupe de Gauche a défendu avec force et détermination ses convictions. Alors que débute actuellement la seconde phase, plus opérationnelle, de l'Agenda 21 départemental, nous avons pris la décision de réintégrer le Comité 21. "Même si vos orientations sont largement en-dessous de nos attentes, nous considérons que notre rôle d'élus est de servir l'intérêt général. Faut-il le rappeler, la Gauche a été pionnière en matière de développement durable. La droite départementale s'est fortement inspi-



rée de nos contributions. Nous participerons activement pour faire avancer des actions concrètes comme le PNR du Golfe du Morbihan ou le Plan Climat Energie Territorial", a expliqué Hervé Pellois, avant de mettre en garde François Goulard "Nous comptons sur vous, M. le Président, pour prendre en considération nos remarques et apports. Nous réintégrons aujourd'hui le Comité 21, mais avec prudence. Nous nous réservons le droit de le quitter si ce n'est qu'une supercherie vide de sens et de débats. Le groupe de Gauche reste et restera toujours en phase avec ses valeurs. A vous de faire vos preuves M. le Président".

Nous avons défendu avec fermeté d'autres dossiers qui nous tenaient à cœur, comme la conchyliculture ou l'aménagement numérique du territoire : - "Même si la mise en place d'une charte conchylicole est une bonne chose, nous regrettons que le Conseil général n'innove pas davantage alors que nous sommes le deuxième département pour l'ostréiculture !". Le groupe de Gauche réaffirme son sou-

tien à tous les professionnels de la filière : nous serons à leurs côtés pour mettre en place des mesures de maintien de leurs exploitations et éviter les risques de changement de destination de leurs entreprises.

"Nous avons le devoir de préserver et de développer un service public du numérique" a insisté Hervé Pellois. Dans cet esprit, son aménagement doit être maîtrisé par les collectivités territoriales, en veillant à ce qu'il s'adresse au plus grand nombre. "La cohérence et la complémentarité doivent absolument être recherchées, et ceci en évitant que les nécessaires opérateurs privés ne nous amènent à ne traiter que les territoires les plus denses et donc rentables pour eux".

Pour conclure son discours de politique générale, le président du groupe de Gauche a fait part de son grand regret concernant la non-application de la proportionnelle intégrale à toutes les instances où siègent des Conseillers généraux. "C'est dommage pour la représentation des Morbihannais, elle est loin de correspondre à leurs votes".

HOMMAGE

Hommage à Matthieu

Matthieu avait adhéré à 18 ans au Mouvement des Jeunes Socialistes dans la perspective des élections européennes, démarche rare à son âge, illustrant son engagement fédéraliste et son souci de faire progresser la Gauche au Parlement de Strasbourg. Adhérent de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse, il vivait l'Europe de façon concrète et ne perdait pas une occasion de partir à l'aventure visiter les capitales européennes. Il devait participer au camp d'été international des jeunes socialistes en Autriche et aurait fait partager son goût de l'échange, son ouverture d'esprit et ses connaissances à ses camarades bretons de la délégation.

Fervent militant des droits de l'Homme, étudiant en droit à Rennes, il s'intéressait particulièrement aux conditions de détention et au milieu carcéral. Il s'était également engagé au GENEPI et contribuait par ses actions concrètes à la réinsertion sociale des personnes incarcérées. Matthieu aimait lire Robert Badinter et le citait régulièrement. Nous avions décidé à son initiative lors de



sa dernière participation en Assemblée Générale que l'abolition de la peine de la mort il y a 30 ans devait être fêtée.

Il défendait l'idéal social-démocrate et réformiste, notamment sur la toile, en portant la contradiction auprès de Gérard Filoche par exemple, allant jusqu'à l'inviter à quitter le parti. Il soutenait la candidature de DSK ; la nuit du 14 au 15 mai avait été terrible pour lui. Depuis il espérait que le PS soit en capacité de se rassembler pour gagner en 2012.

Nous aimions son sens de la provocation qui permettait collectivement de lutter contre les préjugés et de développer des argumentaires. Nous nous

souvenons des anecdotes échangées après ton stage auprès de Françoise Olivier Coupeau. Matthieu savait nous faire prendre de la hauteur mais aussi nous ramener aux réalités terrain. Il détestait les injustices. Matthieu a appris et transmis quelque chose à chacun d'entre nous. C'était un militant exemplaire, de toutes les campagnes, de qualité qui maîtrisait tous les outils de communication et les aimait de façon pertinente et un brin insouciant.

Nous garderons en mémoire sa finesse d'esprit, ses capacités à convaincre, son sens collectif, son humilité dans l'action, sa modestie et sa volonté de se rendre utile à notre organisation et au Parti Socialiste, tant sur le plan local, régional que national. Ces qualités auraient fait de lui un grand politique. Matthieu est parti brutalement mais son souvenir animera à jamais notre engagement. Nos pensées vont désormais à ses proches, Yvonne sa maman et Philippe, son grand frère.

Les Jeunes socialistes du Morbihan



Les Jeunes socialistes du Morbihan

“Dans les Prisons... de France”

En hommage à Matthieu Bencivengo, nous re-publions un article qu'il avait signé dans le numéro 110 du Rappel du Morbihan du 23 avril 2010. Engagé au sein du Génepi - Groupement Etudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées, dispensant dans ce cadre des cours sur le Code de la route aux détenus de la prison de Vézin-Le-Coquet, Matthieu avait particulièrement à coeur la question des conditions de vie en milieu carcéral.

En 2010, force est de constater l'inefficacité du système pénitentiaire français. En effet, selon l'Observatoire des suicides dans les prisons françaises, il y aurait déjà eu 33 suicides et morts suspectes depuis le début de l'année. Et la France, patrie des Droits de l'Homme, s'est vu reprochée à plusieurs reprises des “traitements inhumains et dégradants” par le Comité européen de prévention de la torture.

Pareilles situations se révèlent être pour nous inacceptables, et sont à mille-lieux de notre idée de ce que doit être la France, et a fortiori le monde carcéral français.

En effet, avant d'être de Gauche, nous sommes avant tout des citoyens. Et c'est dans une logique citoyenne que nous devons alors agir pour que, dans notre pays, ce monde carcéral ne soit plus un monde de non-droit.

Certes, la prison ne doit pas être un centre de vacances, certes la prison doit être crainte, mais il n'empêche

qu'en admettant complètement ces deux points, la prison peut aussi évoluer vers quelque chose de plus humain. C'est en notre qualité de citoyens, de jeunes et de socialistes que nous nous devons de faire avancer les choses.

Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat à la Justice, a récemment proposé la mise en place de prisons à ciel ouvert pour 2015, “sans mur, sans barreau, sans mirador”. L'idée est alléchante, tant elle va à l'opposé de l'image commune que nous avons sur les prisons. Mais une telle mesure ne concernerait que très peu de prisonniers, et ne ferait que cacher des problèmes plus profonds.

En effet, la question des locaux est primordiale, mais un autre problème apparaît encore plus prépondérant : la rupture du lien social. Car oui, même en 2010, les prisonniers français sont complètement en dehors de la vie de leur pays.

L'absence de bibliothèque, l'absence de matériel multimédia ou enco-

re l'absence de colloque et de rencontre dans les prisons sont autant d'éléments qui participent de l'augmentation de la fracture entre le monde carcéral et la France.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes, s'il n'est pas là pour remplacer des associations qui font un travail efficace sur le terrain, peut jouer un rôle dans l'avancée vers une prison plus sûre, plus respectable et plus respectée. Il est un véritable outil citoyen, qui est utile pour les membres qui le composent, mais aussi des personnes que l'on n'écoute que trop rarement.

La politique est, avec la culture ou encore le sport, un terrain privilégié de rencontre entre les personnes. Nous devons essayer de mettre à profit notre énergie du changement, pour que les choses évoluent, et pour que la France retrouve une certaine fierté dans la répression, et par là même, qu'elle redore son blason auprès de la CEDH.

Matthieu Bencivengo

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Mardi 28 et mercredi 29 juin - Paris
Assemblée nationale
Commission de la Défense nationale

Jeudi 30 juin - Lorient
Conseil municipal

Vendredi 1^{er} juillet - Lanester / Hennebont
Visite de l'école publique Joliot Curie
Conseil de Cap l'Orient agglomération

Samedi 2 juillet - Lorient
Visite du Port de pêche

Lundi 4 juillet - Vannes
Comité de campagne avec Odette Herviaux
Conseil fédéral

Mardi 5 juillet - Lorient / Paris
Départ d'étape du Tour de France
Assemblée nationale

Mercredi 6 juillet - Paris
Assemblée nationale
Commission de la Défense nationale

Samedi 9 juillet - Groix
Rencontres avec acteurs et citoyens

Mardi 12 et mercredi 13 juillet - Paris / Lorient
Assemblée nationale - Commission de la Défense
Cérémonies du "14 juillet"

A Matthieu

Matthieu était un des derniers arrivés dans la section, sa fraîcheur nous faisait du bien. Notre relation était affective, sincère. Il avait l'intelligence de l'apprécier, sans en abuser. S'il était notre “petit dernier”, il n'en était pas moins d'une maturité étonnante, appréciant que son avis soit l'égal de tous, argumentant, n'hésitant pas à “donner la leçon”, parfois. Il avait déjà des convictions solides et le sens du débat politique. Son engagement était permanent, exemplaire.

L'âge qui nous séparait n'empêchait pas une réelle complicité. J'ai rapidement compris son envie et son ambition, confirmées par l'hommage émouvant de ses camarades du MJS. Nous avions des projets, faire un bout de chemin ensemble : chacun enrichissant l'autre de ce qu'il pouvait lui apporter. Il m'avait récemment écrit sa hâte et son envie d'en découdre pour les prochaines échéances de 2012.

Sa disparition brutale et injuste nous bouleverse. Notre peine est profonde. La section perd un adhérent, un militant engagé. Le Parti perd un futur “grand bonhomme”...

Robert Hénault
Secrétaire de la section de Guidel

Actualité

Cachez ce gros salaire que je ne saurais voir

Le débat sur les gros salaires des patrons du CAC 40 ne serait-il pas un peu l'arbre qui cache la forêt. Certes, nous pouvons à juste titre, être choqués par ces patrons dont le salaire est déterminé par des critères mystérieux qui échappent à l'entendement et qui sont taillés sur mesure, de manière à faire gagner un maximum à son heureux bénéficiaire, quels que soient les résultats de son management.

On pourrait comprendre à la rigueur qu'un patron particulièrement efficace soit récompensé, mais les sommes prévues à cet effet n'ont plus de communes mesures avec la réalité économique ni avec les revenus des salariés qui travaillent dans les entreprises concernées. Au point où nous sommes arrivés, seul un changement notable du système pourrait réconcilier les Français avec le monde des affaires.

Des "golden hello" au "golden parachute", en passant par les retraites chapeaux et autres stocks options, les patrons croulent sous les avantages sociaux alors que leurs salariés sont loin d'être traités avec autant d'égards.

La constitution de cette nouvelle oligarchie a de quoi révolter tout le monde et participe au rejet du modèle de société basé sur la financiarisation de l'économie et sur le développement croissant des inégalités. Certes, me direz vous, tous les patrons ne sont pas des responsables du CAC 40, mais il n'en est pas moins vrai que le rapport entre leurs salaires et celui de leurs employés à une fâcheuse tendance à s'accroître dangereusement.

Pour remédier au système le seul angle efficace d'attaque, loin d'un encadrement des gros salaires, est l'impôt. Un impôt libéré de toutes ses niches, boucliers et autres abattements fiscaux, vecteur de redistribution et de justice sociale. La majorité des contribuables qui payent l'impôt sur la totalité de leurs revenus ne peuvent pas comprendre ni à fortiori accepter, que les plus gros salaires ne contribuent pas autant qu'ils le devraient au fonctionnement de l'Etat et de la société.

La campagne des futures présidentielles devrait prendre courageusement à son compte cette réforme, tout au moins en ce qui concerne le candidat de la Gauche, car il n'y a que peu de chances que Nicolas Sarkozy y soit très sensible compte tenu des ses riches amitiés.

Le Cormoran

VIE DU PARTI

Formation des militants Psychologie politique et analyse du discours

Le Secrétariat fédéral à la Formation organisait samedi 25 juin la dernière formation de l'année scolaire. Le thème retenu : Psychologie politique et analyse du discours a séduit, puisque 23 militants ont planché dur. Le formateur était Alain Houlou, linguiste, psychologue, membre de la section d'Inzinzac.

Chaque militant socialiste devrait lire l'œuvre de Freud, notamment "Malaise de la civilisation" ou d'autres ouvrages traitant de la relation entre le discours politique et l'effet sur les masses. Pour certains psychanalystes et pour le philosophe Alain, le pouvoir rend fou, le pouvoir infantilise. Une foule peut être manipulée par le politique, y compris à travers les médias qui diffusent et amplifient le message. Nous avons aussi abordé la psychologie animale avec les notions d'agression et d'agressivité. En politique, l'ambition correspond à l'agressivité, l'émulation, l'envie d'aller plus loin. Le problème vient de la limite parfois ténue entre agressivité et agression.

La deuxième partie de la conférence, après ces notions de

psychologie, nous a donné les clés d'analyse du discours. Celui-ci peut être écrit ou oral. Pour s'adresser à une personne, il faut décrypter la façon dont elle parle, donc s'adapter à son langage. Pour analyser un discours, les critères sont particulièrement précis : richesse du langage, implication dans le discours (utilisation du "je", "il", "nous"...), le nombre de négations, la densité de l'information, etc.

Enfin, pour terminer la partie théorique, Alain a développé les bases de la prise de parole en disant pour introduire son propos que "prendre

la parole, c'est vouloir séduire". Le discours est fait pour conquérir l'autre. Vaste programme !

En pratique les participants ont analysé quelques discours de Hollande, Aubry, Rocard, Sarkozy et Le Pen. Les résultats sont sans équivoque. Sarkozy par exemple se pose en maître du temps en ayant sans cesse des références à l'action, au temps passé et futur. Une autre équipe a concocté un tract pour les primaires à l'attention des morbihannais et tenant compte de l'enseignement de la journée.

Si vous êtes curieux d'en savoir plus, le secrétariat à la formation proposera une nouvelle journée dans les prochains mois.

Claudine De Brassier
SF à la Formation



Tribune de la section de Vannes

Entre urgence et encouragement

Les gesticulations de l'UMP autour des primaires citoyennes ne sont pas sans servir les intérêts de la Gauche et du PS plus particulièrement. Plus on parlera des primaires, et plus nous verrons le taux de participation à cette élection s'élever.

Mais aujourd'hui ce n'est pas gagné. Certes l'échéance n'est qu'au mois d'octobre, et tous les candidats ne se sont pas encore déclarés officiellement. Mais le citoyen est loin d'être au fait qu'il puisse aller voter.

A l'issue d'une formation dispensée par le "national" sur l'intérêt du porte-à-porte pour promouvoir les primaires, la section de Vannes s'organise progressivement pour aller à la rencontre des habitants. A titre expérimental et en petits effectifs de militants, la méthode a été testée dans différents quartiers de la ville. Le constat converge sur trois éléments :

- Un très bon accueil de la population pour qui l'information est portée.
- Un fort pourcentage de personnes ne



savaient pas qu'elles pouvaient participer à ces primaires citoyennes. La première remarque : "nous pensions que c'était réservé aux socialistes encartés".

- Un taux de retour exceptionnel. Pour amener un abstentionniste à aller voter, un ratio de 1 visite sur 14 est avancé par des études. Nous l'avons vérifié sur le terrain. Un véritable travail de pédagogie citoyenne :

comment s'inscrire sur les listes électorales, comment aller voter aux primaires, à la présidentielle.

Sur Vannes, il existe 23000 boîtes aux lettres. Un travail énorme. Et sur l'ensemble du Morbihan ? Commencer dès maintenant ce porte-à-porte paraît important. La dynamique de la présidentielle dépendra en priorité de l'élan et du taux de participation aux primaires. C'est une bonne manière de rencontrer les habitants de notre territoire et de générer de la discussion sur l'événement. De plus nous disposons de bons supports concoctés par le national à laisser sur place.

Thierry Normand
Secrétaire de section - Vannes

Le Rappel

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard
Directeur délégué : Jean Kerguelen
Rédaction en chef : Tugdual Gautier
Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient
Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14
Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr
ISSN : 0996-1623
N° CPPAP : 0610 P11474
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUÉVEN

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr